



**Agriculteurs**  
Nos paysans face  
à la nouvelle Pac



**Subventions**  
Comment l'UE finance  
les islamistes

4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2022 | NUMÉRO 6

# VU D'EUROPE

Le magazine de la Délégation française du Groupe *Identité et Démocratie*

## *Union européenne* Du fédéralisme à l'impérialisme



Conseil européen

jeudi 13 décembre 2019

**PFUE :**  
le bilan  
désastreux

**Loi climat &  
avenir de l'UE :**  
la grande escroquerie



**IDENTITÉ  
ET DÉMOCRATIE**



# CAHIERS THÉMATIQUES



## À TÉLÉCHARGER SUR [ID-FRANCE.EU](https://www.id-france.eu)

Ces cahiers sont réalisés par la **Délégation française du Groupe ID**

**POUR RECEVOIR UN EXEMPLAIRE GRACIEUSEMENT**  
veuillez envoyer par e-mail ou par courrier postal votre demande à

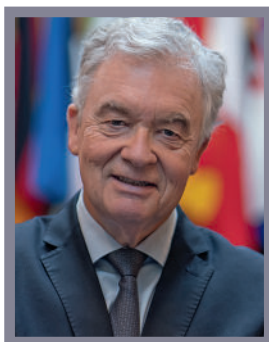
**Groupe ID - Laurent HUSSER**  
ATR 07K066 - Rue Wiertz, 60  
1047 Bruxelles - Belgique  
[laurent.husser@europarl.europa.eu](mailto:laurent.husser@europarl.europa.eu)

# L'islamisme promu par l'Union européenne

**Jean-Paul Garraud.** *Président de la Délégation française du Groupe ID au Parlement européen*

À l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse célébrée le 12 août, la Commission européenne a publié une vidéo valorisant les jeunes de toute l'Europe. On reconnaît dès les premières images du clip des membres du FEMYSO. Émanation européenne de l'UOIF créée par des membres des Frères musulmans, le FEMYSO regroupe un grand nombre d'associations comme l'Islamic Community Milli Görüs ou encore la Ligue des musulmans de Belgique, équivalent belge de l'UOIF. Malgré ces relations compromettantes, il bénéficie d'un soutien ostensible de l'Union européenne. Depuis 2007, la Commission européenne lui a versé plusieurs centaines de milliers d'euros.

En novembre 2021, le Conseil de l'Europe publiait une vidéo promouvant le hijab, le présentant comme un instrument de la liberté pour les femmes. Cofinancée par l'UE, cette campagne avait été conçue par le FEMYSO. Le 4 février 2022, sa présidente Hande Taner intervenait à la table ronde "Recommandations des communautés racisées européennes" organisée par la Représentation de la Commission européenne en Belgique, dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Les liens entre le FEMYSO et l'UE n'étant plus à prouver, il est intéressant de se pencher sur le positionnement des ministres



français. En macronie, le « *en même temps* » est un art. Alors que Laurence Boone communique sur les plateaux TV qu'elle et Gérald Darmanin comptent écrire à la Commission européenne afin de dénoncer son soutien à l'organisation, il est très instructif de se rappeler les diverses prises de positions de ce dernier ou des élus macronistes à l'égard du FEMYSO.

Ainsi, en octobre 2021, neuf eurodéputés LREM cosignaient une lettre soutenant le FEMYSO contre de prétendus « *discours haineux* » qui auraient été prononcés à leur égard lors des journées EYE. En février 2022, interrogés sur le FEMYSO en commission LIBE dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne, E. Dupont-Moretti et G. Darmanin bottaient en touche, le premier ne se déclarant pas compétent sur la question, le deuxième invoquant les différentes conceptions « *du droit d'association, du droit d'expression, du droit de culte, de la place des religions dans les sociétés* » entre les États.

Eux, qui disaient ne rien pouvoir faire durant la PFUE, n'ont effectivement rien fait pour lutter contre l'islamisme si ce n'est de la communication, qui plus est contradictoire !

Preuve supplémentaire de cet état de fait, le 19 octobre dernier, alors qu'était soumis au vote du Parlement européen un amendement au budget 2023 de l'Union européenne visant à interdire le financement par Bruxelles de futures campagnes promouvant le voile islamique, la moitié du groupe Renew Europe, auquel participent les élus macronistes, s'y est opposée, ceci à l'instar des élus d'extrême-gauche et écologistes dont l'islamogauchisme n'est un secret pour personne.

Sans le soutien de vos députés du Groupe ID, cet amendement n'aurait pu être adopté. ●

*Les liens entre le FEMYSO et l'UE ne sont plus à prouver*



IDENTITÉ  
ET DÉMOCRATIE



COLLOQUE

# UNION EUROPÉENNE : DU FÉDÉRALISME VERS L'IMPÉRIALISME

à l'invitation de JEAN-PAUL **GARRAUD**

Président de la Délégation française  
du Groupe ID

Inscription ↘



VENDREDI **9 DÉCEMBRE** 2022  
DE **17H À 20H**

**À PARIS**

7<sup>e</sup> arrondissement

Pour vous inscrire en ligne  
<https://www.id-france.eu/colloque0912/>

# L'UE cherche à transformer Frontex en hôtesse d'accueil

**Jordan Bardella.** *Vice-président du Groupe ID au Parlement européen*

**C**et été, Frontex, l'agence européenne de garde-frontières, a indiqué que le nombre d'entrées illégales de clandestins dans l'Union européenne avait explosé en 2022, avec une augmentation de 86 % par rapport à 2021, qui faisait déjà figure d'année record.

L'Union européenne n'a jamais autant mérité d'être qualifiée d'Europe passoire. Le mot d'ordre est simple : tout le monde peut rentrer, mais personne ne repart.

On aurait naïvement pu espérer qu'après la déferlante migratoire de 2015, les dirigeants européens allaient enfin prendre cet enjeu majeur au sérieux. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Sous la pression des ONG pro-migrants, la Commission européenne n'a pas hésité à pousser vers la sortie Fabrice Leggeri, un haut fonctionnaire français qui avait été nommé à la tête de Frontex en 2015. On lui a reproché d'avoir simplement cherché à faire son travail : protéger les frontières de l'Europe, en mobilisant les garde-côtes européens pour empêcher les clandestins de pénétrer illégalement dans l'espace Schengen. Face à cette cabale, le directeur français de Frontex a été abandonné en rase campagne par Emmanuel Macron, qui à aucun moment n'est intervenu pour défendre ses orientations à la tête de Frontex.



GRUPE IDENTITE & DEMOCRATIE 2019

Depuis plusieurs années, les dirigeants européens tentent de modifier insidieusement le mandat de Frontex pour transformer cette institution chargée de protéger les frontières de l'Europe en une hôtesse d'accueil pour migrants, dont le seul rôle serait de s'assurer du respect des droits fondamentaux des clandestins, dans une Union européenne devenue un guichet social.

Face à l'explosion du nombre d'entrées irrégulières de migrants en 2022, il est plus que jamais essentiel pour les élus patriotes de contrôler l'action de Frontex et d'en informer les citoyens. Pourtant, les opérations menées par Frontex se déroulent désormais dans l'opacité la plus totale. Début septembre, alors qu'une délégation de députés et d'eurodéputés du Rassemblement National devait se rendre dans l'enclave de Ceuta, Frontex nous a fait savoir que cette visite ne pourrait s'effectuer, contrairement à ce qui avait été préalablement convenu, prétextant un désaccord de la police espagnole.

L'Union européenne refuse toutes les mesures de bon sens face à l'urgence migratoire. Elle a érigé en totem le principe de non-refoulement. Si un clandestin franchit illégalement les frontières de l'Europe, mais qu'il se déclare réfugié ou menacé de persécutions dans son pays d'origine, il est absolument impossible de le renvoyer ! Quand on sait qu'en France, 90 % des obligations de quitter le territoire français ne sont pas exécutées, et que les déboutés du droit d'asile ne sont finalement jamais expulsés, on comprend toute l'absurdité de ce système. Il faut abolir le principe de non-refoulement, et traiter les demandes d'asile depuis le pays d'origine. Ce n'est qu'à ces conditions que l'Europe cessera d'être une passoire et pourra faire face aux vagues migratoires à venir. ●

*Tout le monde rentre,  
personne ne sort*

# VOS DÉPUTÉS



**MATHILDE ANDROUËT**

✉ mathilde.androuet@europarl.europa.eu  
🐦 @MAndrouet  
📘 @MathildeAndrouet



**JORDAN BARDELLA**

✉ jordan.bardella@europarl.europa.eu  
🐦 @J\_Bardella  
📘 @JordanBardella



**AURÉLIA BEIGNEUX**

✉ aurelia.beigneux@europarl.europa.eu  
🐦 @AureliaBeigneux  
📘 @abeigneux



**DOMINIQUE BILDE**

✉ dominique.bilde@europarl.europa.eu  
🐦 @DominiqueBilde  
📘 @dominiquebilde



**ANNIKA BRUNA**

✉ annika.bruna@europarl.europa.eu  
🐦 @annikabrunaUE  
📘 @annikabrunaUE



**PATRICIA CHAGNON**

✉ patricia.chagnon@europarl.europa.eu  
🐦 @ChagnonPatricia  
📘 @ChagnonPatricia



**MARIE DAUCHY**

✉ marie.dauchy@europarl.europa.eu  
🐦 @M\_Dauchy  
📘 @DauchyMarie



**JEAN-PAUL GARRAUD**

✉ jean-paul.garraud@europarl.europa.eu  
🐦 @JPGarraud  
📘 @jpagarraud



**CATHERINE GRISET**

✉ catherine.griset@europarl.europa.eu  
🐦 @GrisetCatherine  
📘 @CatherineGriset.RN



**JEAN-FRANÇOIS JALKH**

✉ jean-francois.jalkh@europarl.europa.eu  
🐦 @JFJalkh  
📘 @jfjalkh



**FRANCE JAMET**

✉ france.jamet@europarl.europa.eu  
🐦 @FranceJamet  
📘 @JametFrance



**VIRGINIE JORON**

✉ virginie.joron@europarl.europa.eu  
🐦 @v\_joron  
📘 @virginiejoronrn



**HERVÉ JUVIN**

✉ herve.juvin@europarl.europa.eu  
🐦 @HerveJuvin  
📘 @hervejuvinofficiel



**JEAN-LIN LACAPELLE**

✉ jean-lin.lacapelle@europarl.europa.eu  
🐦 @jllacapelle  
📘 @jeanlin.lacapelle



**GILLES LEBRETON**

✉ gilles.lebreton@europarl.europa.eu  
🐦 @Gilles\_Lebreton  
📘 @gilleslebreton.fn



**THIERRY MARIANI**

✉ thierry.mariani@europarl.europa.eu  
🐦 @ThierryMARIANI  
📘 @ThierryMariani



**ÉRIC MINARDI**

✉ eric.minardi@europarl.europa.eu  
🐦 @Minardi74273460  
📘 @Eric-Minardi



**PHILIPPE OLIVIER**

✉ philippe.olivier@europarl.europa.eu  
🐦 @PhOlivierRN  
📘 @PhilippeOlivierRN



**ANDRÉ ROUGE**

✉ andre.rouge@europarl.europa.eu  
🐦 @AndreRougeOff



**ÉDITOS**

- Jean-Paul Garraud** : *L'islamisme promu par l'Union européenne* ..... **3**
- Jordan Bardella** : *L'UE cherche à transformer Frontex en hôtesse d'accueil* ..... **5**

**DÉPUTÉS EN POINTE**

- Un soutien aux fêtes traditionnelles* ..... **8**
- Un polynésien au Parlement européen* ..... **9**
- L'Union européenne détruit les Nations* ..... **9**
- Le pseudo nouveau Bauhaus de la Commission* ..... **10**

**UNION EUROPÉENNE**

- L'Union européenne : du fédéralisme à l'impérialisme* ..... **12**



- Présidence française de l'UE : une occasion manquée* ..... **16**

Édité par la Délégation française  
du Groupe Identité & Démocratie  
au Parlement européen.

Directeur de la publication : Laurent Husser  
Imprimeur : Agence Unanime

Photo de couverture : Olivier Matthys/AP/SIPA –  
Olrat-stock.adobe.com



**AVENIR DE L'UE**

- Quand le futur de l'Union est manipulé...* ..... **22**

**SUBVENTIONS**

- L'argent de l'Europe dans la poche des islamistes* ..... **26**

**AGRICULTEURS**

- Macron face au désespoir des paysans* ..... **28**

**ENVIRONNEMENT**

- L'escroquerie écolo mondialiste de la loi Climat* ..... **30**
- Nos voitures à la poubelle ?* ..... **32**

**TRIBUNES**

- Gilles Lebreton** : *De quel peuple Emmanuel Macron se croit-il le président ?* .... **34**
- Jean-Lin Lacapelle** : *Intelligence artificielle, pour la défense de nos libertés !* ..... **35**

**ENTRE NOUS**

- Mon questionnaire de Proust par Virginie Joron* ..... **36**
- Mon questionnaire de Proust par Philippe Olivier* ..... **37**

**LU POUR VOUS**

- ..... **38**

**22**

## Zoom

### Schengen et liberté de circuler sans fin

*Le mauvais feuilleton Schengen est sans fin. Thierry Mariani dénonce avec force « l'entrée de la Bulgarie et Roumanie dans l'espace Schengen, deux États qui sont de véritables passoires migratoires ».*

*Pendant ce temps, la commissaire Johansson délivre un discours alarmant sur la libre-circulation à tout va, la joie d'avoir encore des nouveaux membres et vante l'élargissement sans fin et déclare que Schengen ne devrait plus seulement être un système administratif mais devait être gouverné, comme si c'était un outil à part entière de l'Union.*

*Autrement dit, la Commission a le projet de s'emparer de la compétence migratoire des États ! Nous ne laisserons pas faire.*



## Un soutien aux fêtes traditionnelles

**M**arie Dauchy nouvellement élue au Parlement européen est un des soutiens les plus fervents des fêtes traditionnelles et de ses nombreux artisans dans sa région Savoie et en Maurienne. Elles font vivre ces pays et villages qui font la fierté de ces régions et de la France et permettent de découvrir des savoir-faire et de maintenir des traditions vivaces.

Fête du col de la Madeleine, fête de village de Fontcouverte – La

Toussuire, fête du Gypse à Saint-Pancrace, Fête du Molliet et fête du pain de Saint-Jean de Maurienne notamment : la liste de ces festivités que notre député visite démontre son enracinement et sa connaissance du terrain, qui seront bien nécessaires pour lutter contre le centralisme bruxellois et comme elle le déclare dans sa première vidéo, « je suis élue locale sur une terre industrielle et j'ai choisi pour vous représenter, la commission Industrie et Agriculture »

## L'Algérie s'oppose au retour de ses propres migrants

**P**lus de 900 Algériens ont débarqué en Europe début septembre et l'Algérie s'oppose à leur retour!

### Aurélia Beigneux

a, comme beaucoup d'entre nous, été ulcérée par le voyage de Macron en Algérie



et ses renoncements. Ainsi a-t-elle tweeté que cette Algérie si vantée par le président « profite de l'immigration illégale pour se débarrasser de ses propres citoyens! Pour eux : moins de bouches à nourrir et à éduquer. Pour nous : plus de délinquance, plus d'aides sociales et moins de logements et de travail. »





## Un polynésien au Parlement européen

“ **M**a seule boussole c'est l'intérêt des polynésiens et de l'Outre-mer en général » : **Éric Minardi** fraîchement élu a participé à sa première session plénière à Strasbourg. Durant l'été, il a déjà agi : « Suite à la forte houle et aux dégâts causés en Polynésie française, j'ai demandé au gouvernement local d'Édouard Fritch, s'il était possible de connaître l'ampleur et le chiffrage des dégâts, afin de réclamer des fonds d'aides spécifiques aux catastrophes naturelles à l'Union européenne. » ●

## Tirer les leçons des incendies de cet été

À la tribune de Strasbourg, **Mathilde Androuët** a tiré les enseignements des incendies de l'été, la nécessaire réintégration des 5 000 pompiers non vaccinés ou encore sur le renouvellement des matériels, notamment des Canadairs. L'écologie est un enjeu trop sérieux pour le laisser dans les mains d'idéologues et autres politiciens



déconnectés ! Les incendies qui ont sévi cet été ont marqué les consciences. « Oui il faut sortir de l'idéologie. Le réchauffement climatique c'est seulement quand cela arrange vos plans. Qu'avez-vous fait réellement pour que nos terres soient des abris boisés, ombragés et tempérés mais également sains ? »

## La fausse bonne idée de certaines énergies renouvelables

L'une des pires idées de la Commission européenne est de recouvrir l'Europe d'éoliennes. **Annika**



**Bruna** charge fort justement le terrible projet du parc éolien au large de Fécamp en Normandie : « c'est une aberration ! Il n'est ni écologique ni efficace sur le plan de la sécurité énergétique ». Elle vient de faire paraître un important cahier thématique sur l'éolien et le solaire notamment, renouvelables mais pas durables. Disponible sur notre site et par correspondance (voir page 2), il aborde les questions des énergies de transition et du futur.



## Le combat

### La défense de la pêche artisanale

**France Jamet** est toujours en première ligne pour défendre la pêche artisanale. En plénière, elle est intervenue sur un sujet touchant à la fois à nos artisans et à notre faune maritime, la conservation et la gestion des ressources des mers : « notre pêche artisanale est la mieux à même de s'adapter et de réagir rapidement



aux évolutions de la ressource locale. Elle est pourtant la première victime du modèle économique de la pêche intensive que l'Union européenne a encouragé avant d'être, hélas, incapable de l'enrayer ».

## Zoom

### Corriger les erreurs et retrouver l'espoir dans l'Union?

*Le discours de l'Union qui est prononcé chaque année en septembre à Strasbourg par la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen est un moment-clé du programme de l'UE à venir.*

*Hervé Juvin en a fait une lapidaire analyse, « les corrections de trajectoire sont absolument nécessaires.*

*Mais ceci nous donne espoir, un peu partout en Europe, le sentiment national, la demande de souveraineté et la demande d'indépendance sont en train de se réveiller. C'est un mouvement pour un équilibre international dans lequel l'Union européenne prend toute sa place, en toute indépendance sans être subordonnée à aucune hyperpuissance. »*



## L'Union européenne détruit les Nations

**N**ouvellement élue, **Patricia Chagnon** a fait son premier discours dans l'hémicycle de Strasbourg et a rappelé que née néerlandaise elle a fait « le choix de la France, conscient et volontaire, un choix exclusif et définitif. » Elle a aussi rappelé que ce qui la peine « c'est que la belle idée européenne à laquelle je crois, vous la ruinez en faisant de l'UE une entreprise de destruction des Nations. L'Europe est fille d'Athènes et de Rome, elle est riche de sa diversité, de ses peuples, de ses cultures, de ses langues, de ses traditions, de son savoir-vivre... Mais avant tout, l'Europe est la fille de la liberté et la mère de la Démocratie. » ●



## Adoption du salaire minimum européen

**D**ominique Bilde nous alerte depuis des mois. Malheureusement le texte sur le salaire minimum européen a été adopté en septembre au Parlement. « Par le soutien affiché de l'ensemble de nos adversaires politiques, ces derniers



acceptent que l'Union européenne s'invite dans les prérogatives sociales des États membres. La France n'a pas attendu l'UE pour se doter d'outils sur les salaires. Ce texte ne réglera

pas le problème du dumping social : un salaire minimum français sera toujours plus élevé qu'un salaire minimum à l'Est. Ce texte n'empêchera pas le détachement des travailleurs : les cotisations sociales toujours payées dans les pays d'origine et la France sera donc toujours attractive. Surtout, ce texte ne réduira pas la pauvreté galopante : des hausses de salaire seules ne peuvent suffire! »



## Le pseudo nouveau Bauhaus de la Commission

**R**éutiliser le terme historiquement fort de l'école allemande d'architecture et de design du "Bauhaus", fondée au début des années 1920 pour en détourner l'esprit, voilà le nouveau projet fumeux de la Commission que dénonce **Catherine Griset** membre de la commission Culture : « *L'objectif de ce texte nouveau est de s'emparer du Bauhaus pour en faire un programme idéologiquement européiste*

*en le dotant d'un fonds de 500 millions d'euros. Chaque régime tente de laisser une trace dans les murs de son œuvre politique. Pour l'UE, cette trace doit être dogmatiquement verte et inclusive* ». Censé retranscrire le Pacte Vert de la Commission, il sera basé sur les rénovations de bâtiments, l'économie circulaire mais doit aussi être un nouveau projet culturel. Ou comment camoufler avec une belle image artistique l'habituel vide d'un projet fumeux. ●

## Von der Leyen nous éclaire (à la bougie) sur l'avenir de l'Europe

**A**ndré Rougé est intervenu lui aussi sur ce fameux discours, qui démontre que le centralisme bruxellois cherche à se doter d'encore plus de pouvoirs à chaque nouveau

texte. Mais d'autres textes font avancer insidieusement celui-ci, l'un d'entre eux permettant « à une région d'appliquer un droit étranger pour un sujet donné. Cette forme



*d'extra territorialité juridique créerait une porosité des législations nationales et une confusion des souverainetés que nous ne saurions accepter. Le but est bien que les régions n'aient qu'un seul interlocuteur : Bruxelles.* ». L'Outre-mer que défend ardemment André Rougé n'est pas le "laboratoire vivant" que décrit la Commission!



## À la loupe

### Toujours plus d'élargissement de l'Union

*Les négociations d'adhésion à l'UE continuent avec certains pays de loin pas recommandables. Comme Jean-François Jalkh l'a dénoncé récemment, c'est « une nouvelle particulièrement inquiétante lorsque l'on connaît la réalité des pays comme la Macédoine du Nord ou l'Albanie.*



*Accointance avec l'islamisme, criminalité endémique, réseaux mafieux : l'élargissement à tout prix va nous coûter cher ! ». Quand on sait que ces pays ont encore des profonds problèmes de corruption ou ethniques, nous ne pouvons que craindre ces adhésions.*

# L'Union européenne : du fédér

**Analyse.** L'Union européenne glisse dangereusement vers l'impérialisme, vers une forme de centralisme autoritaire qui détourne son propre Droit

## ► DES DROITS DE L'HOMME À L'ÉTAT DE DROIT : L'UE POSE LES JALONS DE SON EMPIRE

L'Union européenne, au fil des années et des traités, dérive-t-elle du fédéralisme vers l'impérialisme ? C'est ce que les députés RN du Groupe ID constatent et redoutent. Jean Tulard, historien français, définissait un empire comme toujours animé par une volonté expansionniste et doté d'une organisation centralisatrice qui encadre les peuples au moyen d'une armature politique et fiscale et pourvu d'une idéologie commune. L'organisation centralisatrice est clairement établie par les traités ; l'armature idéologique l'est tout autant. Les traités reconnaissent les droits, libertés et principes tels qu'énoncés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union et appellent à l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'homme.

La nature même de l'UE a ainsi été bouleversée, la faisant reposer sur l'adhésion à un programme idéologique et sur l'acceptation de valeurs abstraites, exposées à des interprétations évolutives et à leur application à géométrie variable. Ainsi, plus le temps et l'UE avancent et plus, dans les faits, l'interprétation et l'usage que fait celle-ci des droits de l'homme permettent au final de limiter le pouvoir du peuple, créant un conflit entre deux principes légitimes et qui devraient aller de concert : la démocratie qui donne le pouvoir aux peuples et les droits fondamentaux qui sont fondés sur la démocratie.

## ► L'ÉTAT DE DROIT, VÉRITABLE ARME POLITIQUE

Le concept de l'État de droit permet à l'Union d'imposer son idéologie aux États membres, au mépris de leur souveraineté nationale et de leur vie démocratique même.



## Verbatim

*La situation de Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes est emblématique de la dérive impérialiste de l'UE. Son directeur a été lâché, forcé à démissionner car il remplissait tout simplement sa mission : protéger les frontières extérieures de l'Europe.*

Jean-Paul Garraud

La Hongrie en fait les frais et se dresse contre ces atteintes répétées. L'UE reproche notamment à la Hongrie un manque de pluralisme au sein de son service public ; que dire alors de la France dont le service public est marqué à gauche depuis des décennies ? En 2020, la Hongrie a adopté une loi qui pénalise les fausses nouvelles dans le contexte de la crise sanitaire, que l'UE a aussitôt condamnée ; la France avait pourtant adopté une loi analogue sur les "fake news" en 2018 sans déclencher les foudres de l'UE. Quand l'UE condamne la Pologne pour avoir réprimé des manifestations, elle reste silencieuse sur celles des Gilets jaunes, pourtant encore bien plus lourdement réprimées.

On ne peut que constater un deux poids, deux mesures dans l'utilisation de l'arme politique de l'État de droit. Sa notion vague permet une utilisation opportuniste et à géométrie variable selon que la politique mise en œuvre par l'État membre est en adéquation ou pas avec l'idéologie dominante de l'UE... L'État de droit ainsi détourné s'oppose *in fine* au peuple, dont on bafoue la volonté en remettant en cause des gouvernements légitimement élus. L'Union blâme le peuple hongrois de vouloir choisir son destin et piétine tout reste de démocratie et de souveraineté nationale.

## ► UNE ARMÉE IMPÉRIALE LANCÉE AU TRIPLE GALOP

À la faveur des dernières crises, le projet impérialiste de l'UE accélère à une vitesse effrayante. La pierre angulaire de son agenda est sans aucun doute la révision des traités : une résolution en ce sens a été votée au Parlement européen le 9 juin 2022 à laquelle les députés RN du Groupe ID se sont bien sûr opposés.

# alisme à l'impérialisme

c'est la conviction des députés RN du Groupe ID ! Elle dérive pour en faire un bras armé, contre nos Nations qui la fondent.



◀ Plus que jamais, le drapeau européen est devenu symbole d'effacement de nos nations et s'impose de plus en plus.



## Verbatim

« La crise sanitaire, la guerre en Ukraine et le changement climatique servent de justification à la marche forcée vers l'Empire. Il s'agit d'un procédé typiquement totalitaire car, quel que soit l'événement qui survient, il est toujours une justification supplémentaire de l'impérialisme. »

**Gilles Lebreton**

»

Gilles Lebreton souligne le danger que représente ce projet : « Une telle révision transformera définitivement l'UE en Empire car celle-ci prévoit notamment avec l'introduction de la majorité qualifiée, l'octroi de nouvelles compétences (comme la santé

ou l'énergie), et l'instauration au Parlement européen d'un droit d'initiative législative (alors que ce droit devrait revenir au Conseil puisque c'est ce dernier qui représente directement les États membres). » L'UE souhaite également "renforcer la protection"

» des "valeurs européennes" autrement dit ses moyens coercitifs envers les États membres qui dérogeraient aux principes flous de l'État de droit ou au principe de primauté du droit de l'Union sur les droits nationaux.

Ce prétendu fédéralisme n'en est vraiment pas un : si l'on compare aujourd'hui l'UE aux États-Unis, les États membres européens ont bien moins de libertés que les États fédérés américains. Gilles Lebreton poursuit : « *L'Empire est par essence supranational et permet d'aller beaucoup plus loin que le fédéralisme. Finalement, un vrai système fédéral comme celui des États-Unis est un régime assez modéré de souveraineté partagée. Aux États-Unis, le droit donne aux États une marge de manœuvre considérable ; ce n'est pas le projet de l'UE qui entend se mêler de tout.* »

L'UE est donc de façon certaine en train de passer d'une forme de fédéralisme à une forme d'empire. Mais cette volonté pourrait-elle sonner la fin de l'Union ? « *Si les empires ont toujours existé, ils n'ont jamais pu durer car ils sont des constructions artificielles fondées sur la conquête et la domination d'autres peuples. La France lutte traditionnellement contre les empires, qu'ils soient temporels ou spirituels.* », rappelle très justement Philippe Olivier, député RN au Parlement européen.

## ► UN EMPIRE TOTALITAIRE ?

Jean-Paul Garraud, président de la Délégation RN en fait le triste constat : « *L'UE a évolué depuis les premiers traités et a adopté un style totalitaire, comme le montre son attitude à l'encontre de la Hongrie, aujourd'hui fer de lance de la résistance. Cet abus de pouvoir va loin puisque l'UE n'hésite pas à œuvrer pour changer les mentalités des citoyens afin d'imposer son idéologie. Ce thème central doit donc être traité afin d'éviter cette mainmise de l'UE sur la souveraineté des États membres.* ».

Peut-on comparer ce centralisme idéologique aux systèmes totalitaires qui ont déjà ravagé l'Europe ? Dans *L'Union européenne, une nouvelle URSS*, publié au milieu des années 2000, Vladimir Boukovsky, un ancien dissident soviétique, met un certain nombre de similitudes en exergue.

*Arc de Triomphe pavoisé du seul drapeau européen. C'est par cette initiative outrageant l'un de nos symboles nationaux que Macron a voulu "célébrer" le début de la PFUE. ►*



## Verbatim

*« L'Union européenne est aujourd'hui une domination sans empereur, avec une oligarchie et une technocratie au pouvoir. Alors que nos compatriotes imaginent que les institutions européennes évoluent vers un fédéralisme à l'américaine, ces dernières font preuve au contraire d'un pouvoir monolithique. »*

**Philippe Olivier**



Mais il convient d'aborder ce thème avec prudence, (l'UE n'a ni un parti unique ni une police politique) et de ne pas confondre les expressions du totalitarisme et ses outils avec ce qu'est le totalitarisme par nature. Cependant, le totalitarisme est une entreprise idéologique de destruction de la réalité sociale qui, pour se faire, doit éradiquer les institutions sociales existantes pour construire une société nouvelle peuplée d'individus nouveaux. Cette définition n'est pas sans nous rappeler ce que nos Nations européennes vivent actuellement.

En effet, on ne peut que constater un renversement des relations entre les États et l'UE : les premiers ne peuvent jamais sanctionner cette dernière ; à l'inverse, ils lui sont désormais subordonnés. Pourtant, faut-il rappeler que les États restent les maîtres des traités et qu'une organisation internationale comme l'Union lui doit son existence. Désormais, ils subissent une surveillance idéologique (première étape d'une police politique ?) et sont contraints de se faire les promoteurs des "valeurs de l'UE", au mépris de l'identité de leurs peuples et des réalités de leurs territoires, le fonctionnement de leurs institutions s'en trouve modifié et par là même, la construction de leur société.

Hervé Juvin, député RN au Parlement européen en cite un exemple parmi d'autres : « *L'Union est plutôt un objet politique non défini qui se construit fondamentalement contre le politique. On le voit par exemple avec la volonté d'interdire la*



◀ E. Macron, C. Michel et U. von der Leyen - Sommet européen de Bruxelles - 24/06/2022.



## Verbatim

« Le passe sanitaire, l'identité numérique ou la monnaie numérique permettent aujourd'hui un contrôle total de l'individu et l'UE avance, à l'instar de la Chine, sur la voie d'un contrôle numérique intégral. Nous allons vers un système analogue au crédit social chinois, où nous ne serons plus qu'une collection d'individus sous le contrôle total du pouvoir institué. »

Hervé Juvin

pratique du référendum et de remplacer subrepticement le suffrage universel par des consultations citoyennes et des collèges de citoyens désignés de façon opaque. L'Union veut en finir avec la caractéristique de la démocratie qu'était le suffrage universel. Elle se construit donc pour conjurer le politique, c'est-à-dire le débat, la disputatio entre citoyens, fondement de la politique, et la liberté des citoyens de choisir leur destin. »

### ► RÉSISTER À L'IMPÉRIALISME

Même si ce constat peut apparaître décourageant, vos députés ne sont pas moins déterminés à mener ce combat. Jean-Paul Garraud le place au cœur du combat parlementaire de la Délégation française : « Le sujet de l'impérialisme est crucial et notre groupe est le premier à s'en saisir pour le dénoncer. Les critiques de l'UE portent aujourd'hui sur le fédéralisme mais les évolutions récentes de la politique européenne démontrent que nous faisons face à un mouvement différent qu'il nous faut combattre d'autant plus. À la faveur de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine, l'UE se sent pousser des ailes, à l'instar de l'OTAN, et pense pouvoir prendre le pouvoir. »

Hervé Juvin avance des pistes localistes pour lutter contre cette évolution : « Ce sont les enracinements et les localismes qui résistent aux totalitarismes. Si on les élimine, on peut construire un homme nouveau et c'est en marche. Un chiffre sidérant qui donne à réfléchir : un électeur démocrate sur

cinq aux États-Unis pense et affirme qu'un homme peut porter un enfant, être enceint. C'est le constructivisme à son dernier degré car c'est la négation même de la condition humaine et du fait qu'il y existe des hommes et des femmes. »

Gilles Lebreton affirme également avec détermination que « le projet de l'UE va effectivement plus loin que le fédéralisme, il est un impérialisme, stade suprême du centralisme. Le président de la Commission José Manuel Barroso avait d'ailleurs utilisé ce terme d'empire, suscitant à l'époque une certaine émotion. Les États ne disposeront d'aucun recours face à cet impérialisme et il est urgent de lutter de toutes nos forces. »

Mais les voix des peuples européens qui refusent la construction de cet empire s'élèvent et Philippe Olivier souligne l'espoir que ces différents mouvements représentent pour les patriotes : « Comme tous les empires, l'Union européenne n'est qu'une parenthèse. Il faut réveiller la conscience des peuples et la résistance hongroise constitue un formidable modèle avec celle des Polonais. La montée des partis nationaux, en Suède et en Italie, suscite l'espoir. De même, en Hollande, les agriculteurs se révoltent en masse contre les normes européennes et l'écologie punitive : ils sont en train de passer d'une vision syndicale à une vision politique. Enfin, en France, les dernières législatives ont constitué un formidable basculement, une révolution au sens d'un transfert de pouvoir. » **VICTORIA DE VIGNERAL**

# Présidence française de l'UE :

**Bilan.** Lors de la Présidence française de l'UE, Emmanuel Macron le petit les plus centralisatrices. Mais il n'a guère brillé pour soutenir notre Nation



PRÉSIDENTE FRANÇAISE  
DU CONSEIL DE L'UNION  
EUROPÉENNE



▲ 9 décembre 2021, Emmanuel Macron présente ses orientations pour la présidence française à venir du Conseil de l'Union européenne



# une occasion manquée

télégraphiste a œuvré pour les européistes et leurs idées et son indépendance...

**L**e 9 décembre 2021, Emmanuel Macron dans un discours fleuve aux accents impériaux promettait rien de moins qu'une réforme profonde de l'Union européenne telle que nous la connaissons, autour d'un triptyque « relance, puissance, appartenance ». Six mois plus tard, l'économie européenne est rongée par l'inflation, l'UE est divisée, embourbée dans le conflit russo-ukrainien, et les Français ont désavoué à l'Assemblée nationale les partis politiques fédéralistes.

## ► UNE PRÉSIDENTE FRANÇAISE QUI MANQUE SA CIBLE

L'ambition affichée par la Présidence française tout au long de son programme de soixante-seize pages était condamnée à l'échec. La tenue de l'élection présidentielle en mai et des législatives en juin ne pouvait qu'entraver l'action d'un gouvernement en sursis et donc d'une administration sans pilote. Le conflit déclenché par la Russie a certes bousculé cet agenda mais, loin de montrer la supposée résilience de l'UE, il n'en a qu'exposé les failles les plus béantes dénoncées depuis longtemps par le Rassemblement National.

Emmanuel Macron avait basé toute son action sur le concept fumeux de « souveraineté européenne » qui devait permettre au continent d'atteindre une autonomie stratégique vis-à-vis du reste du monde. Las, la situation géopolitique actuelle nous montre une Union à la remorque des États-Unis et des États européens qui, tout naturellement, entendent avant tout défendre leurs intérêts nationaux. La France, elle, perd sur les deux tableaux, sacrifiant sa diplomatie et les intérêts évidents de ses citoyens au nom d'une cohésion européenne qui n'existe que dans les discours de son président.



## Verbatim

*« Les nations d'Europe ne veulent être ni dissoutes, ni remplacées, ni submergées. Vous et vos alliés avez fait de l'Europe l'arrière-cour de Washington, la proie de Pékin, le paillason d'Erdogan et l'hôtel de l'Afrique. Monsieur le président de la République, comment pouvez-vous vous prétendre rassembleur en Europe alors que vous aurez été jusqu'au bout le diviseur de la France? »*

**Jordan Bardella**

Sur le plan économique, le gouvernement français promettait une Union plus résiliente face aux chocs externes, la souveraineté industrielle du continent, une croissance bénéficiant aux citoyens. Finalement, les chaînes d'approvisionnement sont lourdement perturbées, les prix explosent. Loin de tirer les conclusions qui s'imposent, la Présidence française de l'UE s'est acharnée à promouvoir un plan climat imposant des contraintes énormes à des secteurs déjà exsangues (transport, bâtiment, industries lourdes, secteurs automobile et aéronautique, etc.) ainsi qu'à des citoyens au pouvoir d'achat lourdement entamé. À mille lieux de redonner à l'agriculture française sa puissance d'antan, elle a confirmé la politique suicidaire « de la ferme à la fourchette » qui obèrera sa capacité productive.

## ► LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU CONSEIL : BEAUCOUP DE COMMUNICATION, PEU DE RÉSULTATS

Affaibli sur le plan intérieur, affaibli sur le plan européen – les capitales européennes ayant rapidement pris la mesure de son échec électoral aux législatives – Emmanuel Macron s'est agité comme un bateleur de foire qui ferait visiter le village Potemkine de la Présidence française de l'UE, pour tenter de convaincre qu'il a réussi à faire avancer des dossiers, comme il l'avait fait avec la fumeuse Convention citoyenne pour le climat. Piètres résultats au final, peut-être le plus significatif aura été de récolter les lauriers de travaux déjà bien entamés auparavant sur la proposition d'une directive sur le chargeur universel !

## ► DES PRIORITÉS... DONT AUCUNE N'A ABOUTI

Alors qu'il fallait appliquer enfin le protectionnisme sous de multiples formes >>

» – économique, sociétale, identitaire, aux frontières – la présidence de l'UE par Macron a été une ouverture à tous les mauvais mythes européistes et atlantistes, comme l'idéologie sans-frontériste, le libéralisme globalisé arraisonnant les identités et les Nations pour les dissoudre, l'impérialisme à marche forcée mettant en danger nos institutions, notre système financier et même notre défense.

## ► UN ÉCHEC SUR LES SUJETS MAJEURS

Alors que les citoyens français ont renouvelé avec éclat leurs priorités immédiates (sécurité et pouvoir d'achat) en élisant quatre-vingt-neuf députés RN à l'Assemblée nationale, on note une absence totale de progrès de la PFUE sur ces deux thèmes majeurs. Sur l'immigration, plutôt que renforcer les frontières extérieures de l'UE, plutôt que lutter contre l'immigration illégale, le Gouvernement a été incapable de défendre le Français Fabrice Leggeri, patron de Frontex, que les ONG pro-immigration ont poussé vers la sortie. Le bilan de la PFUE est non seulement nul en termes législatifs sur ce domaine mais véritablement négatif puisque les forces immigrationnistes remportent une victoire politique d'importance. L'illusion d'une reprise en main politique de l'espace Schengen par la mise en place d'un conseil des ministres dédié s'est évaporée avec les images des entrées illégales massives dans l'enclave de Ceuta.

## ► LA FRANCE, DÉPARTEMENT DÉLAISSÉ D'UNE EUROPE TOUJOURS PLUS CENTRALISATRICE

La PFUE a aussi été marquée par l'adoption des conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Échaudée par les « non » français et hollandais lors des référendums sur la Constitution européenne, l'UE a donc décidé de se bâtir un peuple sur-mesure.

## ► LE CAMOUFLET DE LA PROPOSITION DE RÉVISION DES TRAITÉS

Une infime minorité de citoyens, sélectionnés de manière totalement obscure, encadrés par des fonctionnaires et des parlementaires fédéralistes, ont appelé de leurs vœux une Europe toujours plus

*Le 24 juin 2022 à Melilla, environ 2 000 migrants en provenance du Maroc, majoritairement des Soudanais, ont tenté d'attaquer et de franchir la barrière frontalière qui sépare l'enclave espagnole du nord de l'Afrique au royaume du Maroc. ►*



JAVIER BERNARDO/AP/SIPA

## Le chiffre

# 86 420

*C'est le nombre d'entrées irrégulières détectées aux frontières extérieures de l'Union européenne entre janvier et mai, selon des calculs préliminaires. C'est 82% de plus qu'au cours de la même période de l'année dernière. En mai, Frontex a enregistré environ 23 500 franchissements irréguliers, soit 75% de plus que le même mois de l'année dernière. (Rapport Frontex juin 2022)*

centralisatrice dans laquelle les États perdraient leur droit de veto et de nombreuses compétences de santé publique, diplomatiques, militaires, fiscales, etc.

Fort heureusement, treize États membres (comme la République tchèque, le Danemark, les pays Baltes) se sont immédiatement élevés contre ces funestes projets.

La France apparaît pourtant de plus en plus diluée dans un grand ensemble européen sans frontières et sans cap. Les processus d'adhésion des pays des Balkans, de l'Ukraine, de la Moldavie et celui toujours ouvert de la Turquie font peser la menace d'une Union européenne en expansion constante et qui, pour pallier une gouvernance compliquée à vingt-sept et dans l'impasse à trente, sera contrainte à une fuite en avant vers toujours plus de centralisme bruxellois au nom de l'efficacité et aux dépens de la souveraineté. Dans le même esprit, la Communauté politique européenne promue par Emmanuel Macron (structure juridique rassemblant États membres de l'UE et États voisins pour renforcer les liens politiques, économiques, culturels et de sécurité) va obscurcir un peu plus un fonctionnement institutionnel déjà chaotique.

## ► UNE INTROUVABLE SOUVERAINÉTÉ EUROPÉENNE

En agitant la notion controversée de « souveraineté européenne », depuis son



JAVIER BERNARDO/AP/SIPA



## Verbatim

*« Le Pacte pour les migrations est irresponsable et totalitaire. (...) cette mondialisation démographique vous voulez la décider entre vous (...) Nous vous demandons de donner la parole au peuple, en appliquant le principe Vox populi, vox Dei ! »*

**Philippe Olivier**

discours de la Sorbonne en 2017, en substituant le drapeau français par le drapeau européen sous l'arc de Triomphe, le président Macron a bien tenté de servir ce « *nouvel ordre européen à bâtir* » qu'il a évoqué devant le Parlement européen en janvier dernier, celui de la dilution de la France dans un conglomérat centralisé bruxellois. Enfin, s'enorgueillir d'une Europe plus souveraine et poursuivre la Hongrie, la Pologne par divers artifices financiers et juridiques, afin de faire du chantage aux fonds européens, au nom d'un État de droit aux contours flous, démontre que la souveraineté n'est qu'une gêne pour les fédéralistes macroniens.

### ► LE REMPLACEMENT DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET EUROPÉENS PAR LES ÉTRANGERS

Le funeste Pacte des migrations ne fait que cacher la misère de la politique migratoire de l'Union qui est incapable de gérer des afflux de plus en plus importants venant des quatre coins du monde et qui cède au moindre chantage d'un dirigeant voulant faire pression grâce à cette arme de transfert de populations, ainsi les menaces d'Erdogan.

La présidence Macron soutient l'organisation du remplacement des travailleurs européens dans les domaines de la santé, des soins de longue durée, du tourisme, de l'agriculture, du bâtiment.

L'arrêt du Pacte des migrations est vital pour notre continent. Cette idée folle d'ouvrir encore plus largement des voies légales d'immigration, de favoriser des arrivées massives de travailleurs venus notamment du Pakistan, du Maroc, de la Tunisie, du Sénégal, pour venir remplacer nos travailleurs et soi-disant remplir nos manques de main d'œuvre est une idée criminelle envers les travailleurs européens. La revalorisation des professions axées sur la santé, le développement, l'éducation des plus jeunes et l'aide aux personnes âgées aurait dû être une des priorités de cette présidence, plutôt que de laisser la Commission organiser la submersion par des travailleurs immigrés.

### ► L'AFFAIBLISSEMENT DU MODÈLE EUROPÉEN DE CROISSANCE

Avec une dictature pseudo écologique en marche, on peut dire que la Présidence française aura fait fort dans ces domaines, se soumettant aux diktats des Khmers verts, qui vont achever les industries européennes et appauvrir gravement les citoyens.

Pour la croissance et le portefeuille des Français, la Présidence de l'UE de Macron, c'est un poids financier et administratif supplémentaire pour les entreprises, une perte de pouvoir d'achat énorme en raison de la hausse des frais et rénovations énergétiques et la suppression des voitures thermiques purement et simplement en 2035.

»

»

## ► UN PAQUET CLIMAT DÉSASTREUX POUR LA FRANCE

Le Paquet climat, voté au Parlement en juin consiste à faire peser toujours plus de contraintes sur un continent pourtant à la pointe de la lutte contre le réchauffement climatique. À l'exception de la taxe carbone qui pourrait offrir une certaine protection à nos entreprises, le reste du paquet est une caricature d'écologie punitive. Il va sévèrement frapper des secteurs de production déjà soumis à des objectifs climatiques drastiques, à une conjoncture économique défavorable, à des problèmes graves d'approvisionnement et de hausse des prix, ce qui plombera l'industrie française et européenne. Ce fameux objectif de la diminution des émissions de CO<sub>2</sub> de l'UE d'ici 2030 frappera les transports, le bâtiment, une partie de l'agriculture et jusqu'à la gestion des déchets.



WIFESUN - STOCK.ADOBE.COM

## ► UN POUVOIR D'ACHAT EN BERNE, DES PRIX DEVENUS INCONTRÔLABLES!

L'explosion des prix de l'énergie, des matières premières, des matériaux de construction, de l'équipement électronique et de l'alimentation suffisent à illustrer l'impuissance d'un président promettant croissance et prospérité en décembre dernier, tout comme la hausse des taux d'intérêts immobiliers, pénalisant les primo-accédants. L'inflation en zone euro flirte déjà avec les 10% (septembre 2022).

## ► DES AVANCÉES SUR DES DOSSIERS EN COURS

● **Salaires minimaux.** Suite à un accord sur la directive sur le salaire minimum européen les États membres ayant des salaires minimaux légaux sont invités à mettre en place un cadre procédural pour fixer et actualiser ces salaires minimaux selon un

ensemble de critères clairs au moins tous les deux ans. Cet accord soi-disant historique ne règlera en rien les problèmes de dumping social au sein de l'UE mais constitue une immixtion préoccupante de l'UE dans la politique sociale des États.

● **Égalité homme-femme.** L'accord sur la directive "équilibre femmes-hommes dans les grandes entreprises" demande à chaque entreprise cotée en Bourse (sauf les PME) d'avoir d'ici fin 2027 un quota minimum de femmes parmi ses administrateurs. Deux options sont proposées aux États : soit 33% de l'ensemble des administrateurs, soit 40% des administrateurs non exécutifs. La France, qui se situe d'ailleurs au premier rang européen et mondial en termes de féminisation des conseils d'administration (46% de femmes), n'a pas eu besoin d'une quelconque mesure européenne pour y parvenir.

## La pénurie de main-d'œuvre n'est pas une fatalité

La pénurie de main-d'œuvre, les travailleurs qualifiés étrangers comblant les besoins locaux est une thèse

nuancée par l'historien Jacques Houle, qui souligne que la théorie de la pénurie de main-d'œuvre « sert à masquer les difficultés

systematiques de recrutement causées par les bas salaires, le travail à temps partiel fréquent ou les horaires atypiques ».



MOMIUS - STOCK.ADOBE.COM



## Verbatim

*« L'Union européenne vient donc de franchir un nouveau cap dans sa transformation en une entité autoritaire et arrogante. L'urgence de la remplacer par une Europe des nations n'a jamais été aussi grande, car nous ne voulons pas d'un nouvel Empire dans lequel une idéologie libérale dévoyée jouerait le rôle autrefois tenu par le marxisme. »*

**Gilles Lebreton**

»

• **Taxation des multinationales.** La directive transposant en droit européen l'accord de l'OCDE sur un impôt mondial de 15 % pour les grands groupes multinationaux est bloquée au Conseil par la Hongrie. Rien de plus normal, les décisions portant sur la fiscalité se font à l'unanimité. Plutôt que de prendre en considération les demandes hongroises, Bruno Le Maire a plaidé pour la mise en place de la majorité qualifiée. La France déjà dépossédée de la plupart de ses instruments de politique économique se verrait alors contrainte dans sa politique fiscale.

• **Régulation des marchés numériques (DMA) et régulation des contenus sur Internet (DSA).** Le règlement sur la nouvelle régulation de la concurrence dans le numérique (DMA) et le règlement destiné à renforcer la responsabilité des plateformes sur les contenus en ligne (DSA) ont été finalisés sous présidence française. Si le DMA constitue un cadre bienvenu pour encadrer les GAFAM, le DSA lui n'est pas sans poser de problème en termes de liberté d'expression. Il reste néanmoins difficile de distinguer en quoi ces deux textes pourraient apporter une réponse au véritable défi numérique du continent, à savoir la constitution de champions dans

le domaine, capables de faire pièce à la domination américaine en la matière.

### ► CONCLUSION

Souhaitée comme l'occasion d'un grand renouveau européen, cette Présidence française s'est révélée être une caricature de tous les problèmes que pose le fonctionnement de l'UE. Une fuite en avant non plus fédéraliste mais centralisatrice et qui pourtant apporte peu de solutions quand de grandes crises surviennent. Un idéal revendiqué de paix et de prospérité qui se fracasse sur la guerre à ses frontières et se révèle incapable de juguler la crise économique. Un fonctionnement institutionnel (qui avait été refusé en 2005 et pourtant *in fine* imposé) qui montre ses défaillances que des technocrates proposent de résoudre en dépouillant les États des prérogatives qui leur restent. Le projet que le RN porte, celui que le Groupe ID défend au Parlement européen devient donc chaque jour un peu plus indispensable pour ceux qui aiment la France et sont attachés la civilisation européenne : seules des nations libres dans leurs actions, rétablies dans leur souveraineté, coopérant dans un cadre flexible propre à laisser s'exprimer le génie de chacune, sont en mesure de rendre à notre continent la grandeur et la prospérité.

**T. E. ET L. H.**



# Quand le futur de l'Union est manipulé...

**Conférence sur l'avenir de l'UE.** L'idée de cette conférence était de permettre aux citoyens d'exprimer leurs opinions sur les politiques et le fonctionnement futur de l'Union. Mais l'exercice a capoté en raison d'une série d'échecs ou de manœuvres : organisation chaotique, conflits d'intérêts entre les citoyens "tirés au sort" et des groupes de pression financés par l'UE ou encore des recommandations provenant en réalité de certains groupes politiques. De plus, elle s'est transformée en arme massive contre la souveraineté des États membres.

**A** lors que l'opinion publique française est toujours l'une des plus eurosceptiques vis-à-vis du supranationalisme européen, la Présidence française s'est beaucoup servie d'un hochet que les institutions européennes ont imaginé avec leur habituelle arrière-pensée bruxelloise. Cette Conférence sur l'avenir de l'Europe, apparue au printemps 2021, devait durer plusieurs mois et devait permettre une vaste consultation citoyenne à travers le continent, afin d'aboutir à une refondation du fonctionnement de l'Union, toujours trop éloignée des Européens.

Ces derniers pouvaient exprimer en ligne leur point de vue à propos de l'UE sur un site web s'articulant autour de neuf thèmes principaux, la Plateforme multilingue. Des panels de citoyens constitués de huit cents citoyens – prétendument tirés au sort – débattaient des propositions. Enfin, une Conférence plénière, composée de citoyens, de parlementaires européens et

nationaux, et autres technocrates et fonctionnaires de l'UE, allait permettre de discuter de toutes ces propositions.

Tout ce processus alambiqué était présidé par un Conseil exécutif de neuf membres, qui trierait et éliminerait les propositions.

Personne dans le grand public n'en a vraiment entendu parler, preuve que malgré des millions dépensés, une intense propagande ne sert pas toujours. D'autant plus que les institutions qui doivent se pencher sur l'application des propositions finales ne semblent guère enthousiastes, comme le Conseil qui commence à botter en touche.

Dès le départ, il n'y a pas eu d'ouverture de dialogue avec les citoyens, alors que nous venons de vivre des années de crises (Brexit, euro, migrations, Covid-19). La diversité pourtant inscrite dans le marbre des institutions n'était clairement pas au rendez-vous, puisque les dirigeants du bloc maastrichien avaient décidé de sélectionner des citoyens à leur mesure, pour >>

◀ *À l'occasion de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, les bâtiments bruxellois s'étaient parés de leurs plus beaux atours pour célébrer cet événement !*



» donner l'illusion d'un peuple européen galvanisé, alors que la notion de "citoyenneté européenne" n'existe même pas.

## ► UNE PROCÉDURE FAUSSÉE

Cette mascarade a offert de nombreuses raisons de s'inquiéter, la simple procédure sur laquelle elle se base étant faussée, les failles nombreuses, notamment sur la sélection des citoyens, les finances et le fonctionnement.

Ainsi, sur les vingt-sept participants qui ont assisté à la première plénière, pas moins de vingt étaient engagés dans des organisations pro-européennes, telles que le Collège de l'Europe ou *Pulse of Europe*. La situation est encore plus biaisée en ce qui concerne les experts, invités à donner leur opinion "éclairée", ceux-ci ne pouvant rester neutres : sur vingt-sept de ces experts,

dix-sept avaient soit reçu des fonds de l'UE soit travaillé dans des institutions financées par elle. Vous avez-dit soupçon de conflit d'intérêt ?

## ► UNE DÉPENSE SOMPTUAIRE POUR UN RÉSULTAT JOUÉ D'AVANCE

Comme si cela ne suffisait pas, la transparence financière de la COFOE fut également préoccupante. Les trois principales institutions ont constamment refusé de divulguer les montants dépensés pour la Conférence – les eurodéputés ont même rejeté une résolution demandant la transparence. La vice-présidente, la Croate Šuica, a fini par dévoiler un budget de 17,7 millions d'euros rien que pour la Commission, mais cela n'incluait ni les autres institutions, ni le nombre d'heures de travail des fonctionnaires passées sur cette question.

▲ 9 mai 2022, Parlement européen : lors de la clôture de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, une étrange chorégraphie s'est déroulée dans les entraves de l'hémicycle : "Danse l'Europe".

## Notre souveraineté numérique bafouée

“ La Commission européenne, chargée de l'organisation de la Conférence, en a en effet hébergé le site sur les serveurs d'Amazon, société américaine, de sorte que les données de tous les citoyens ayant "donné leur avis" en ligne ont pu

être transférées aux États-Unis. Plusieurs particuliers et collectifs ont déposé plainte devant le Tribunal de l'Union européenne contre la Commission, qui n'en est pas à son coup d'essai. Humiliée, déjà, en 2015 et en 2020 par les arrêts dits "Schrems" I et II, par

lesquels la justice européenne a reconnu que l'échange de données personnelles avec les États-Unis était illégal car ce pays ne garantissait pas la sécurité de ces données, la Commission doit s'approprier à un nouveau camouflet juridique. » JEAN-LIN LACAPELLE



## ► LES CONSULTATIONS MACRONISTES SE SUIVENT ET N'ABOUTISSENT À RIEN !

Abusant de l'exercice de la consultation citoyenne, pour faire croire qu'elle se soucie de l'avis du peuple, la macronie n'obtient jamais les résultats escomptés. Rappelons-nous du fameux Grand Débat National qui n'a servi qu'à valider les choix du chef de l'État et la Convention citoyenne pour le Climat qui a accouché d'une souris "green washée".

À l'issue de cette Conférence, deux options subsistent : soit elle était purement pour la forme et rien n'en sera fait. Nous commençons à être habitués hélas. Ou bien, cette Conférence n'aura été qu'une excuse pour que le "bloc maastrichien" étende encore plus ses pouvoirs, au détriment des parlements nationaux démocratiquement élus.

Dans les deux cas, les citoyens français et européens sont une fois de plus les grands perdants.

## ► UNE UNION ÉLOIGNÉE DU VÉRITABLE DÉSIR DE SES CITOYENS

Le rapport final qui a été rédigé sur la base de documents officiels, élaborés par les groupes de travail de la Conférence, s'est basé sur les recommandations reçues des panels de citoyens, ainsi que d'un petit nombre de recommandations issues de la Plateforme mais aussi sur de trop nombreuses propositions émanant de membres du Parlement européen, cherchant à imposer leurs propres changements politiques, au détriment de la souveraineté des États membres.

Bien évidemment, les points de vue et les propositions minoritaires, c'est-à-dire les points de vue qui diffèrent de ceux qui prônent une intégration européenne plus poussée, n'ont pas été intégrés dans les conclusions de la Conférence. Sans la moindre critique possible, sans règlement intérieur de travail, pour parvenir à l'approbation des propositions, sans réelles procédures, le travail final aura été bâclé, le temps imparti ayant été trop court. Comme trop souvent, la fameuse démocratie participative a été noyautée par les politiciens professionnels, devenant une fois de plus une vaine expression...

## ► DES MESURES MORTIFÈRES POUR L'EUROPE DES NATIONS

Parmi les propositions surnageant de ce naufrage organisé : la proposition de voter à la majorité qualifiée des questions qui sont actuellement décidées à l'unanimité au Conseil (en particulier dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune), est une idée particulièrement néfaste, car elle est contraire à la méthode de vote à l'unanimité actuelle qui, elle, représente une garantie importante pour la souveraineté des États membres et pour la protection des intérêts de leurs citoyens. D'autres propositions sont tout aussi critiquables et dangereuses.

La création d'une armée européenne et d'une défense commune, l'extension du champ d'application de l'État de droit sanctionnant les États membres qui sortent du rang, harmonisation des règles fiscales et des politiques fiscales, mise en place de listes transnationales créant une circonscription européenne unique et enfin, pour couronner le tout, l'accroissement de la migration légale, cette dernière proposition visant à remplacer nos travailleurs par des travailleurs étrangers reflétant comme par hasard, celle contenue dans le Pacte sur les migrations 2021.

Toutes sont autant de mesures mortifères pour la souveraineté des États membres, notre identité européenne et l'Europe des Nations et elles doivent être combattues avec force.

Enfin, il suffit de voir, que la recommandation de fixer l'âge du droit de vote à 16 ans n'a pas été acceptée par les citoyens du groupe de travail, mais qu'elle figure toujours dans les conclusions officielles, pour comprendre que les organisateurs de cet événement se sont servis des citoyens européens pour masquer leurs méfaits... La grande majorité de ces propositions auront été téléguignées et nécessitent une révision profonde des traités.

Pourtant le rouleau compresseur du centralisme bruxellois connaît quelques obstacles : lors de la Présidence française de l'Union, treize États membres du Nord et de l'Est de l'Europe ont signifié leur refus de toute idée d'un changement des traités. Un camouflet pour la P résidence française. Un clou dans le cercueil de cette Conférence si mal nommée et si mal organisée... **LAURENT HUSSER**

## Le chiffre

**0,00  
001 %**

*c'est le nombre de participants par rapport à l'ensemble de la population européenne. La Plateforme multilingue avait enregistré selon le rapport d'activité Kantar (prestataire régulier de la Commission !) de mars 2022, un modeste total de 43 734 contributions pour 16 274 idées.*

# L'argent de l'Europe dans la poche des islamistes

**Subventions.** Pas moins de 36,5 millions d'euros ont été versés par l'UE à des associations islamistes au cours des dernières années. Sans que Macron réagisse...

“**A**llah est notre objectif. Le prophète Mahomet est notre chef. Le Coran est notre loi. Le djihad est notre voie. » Cette devise

des Frères musulmans sera-t-elle bientôt proclamée à la tribune du Parlement européen? Officiellement classée comme terroriste par nombre de pays dans le monde, dont l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, l'organisation bénéficie déjà, en tout cas, d'un incroyable régime de faveur de la part de l'UE. Laquelle lui a versé pas moins de 5,6 millions d'euros de subventions, sur un total de 36,5 millions versés aux associations islamistes entre 2014 et 2019. Toujours avec l'assentiment de la France : Hollande, puis Macron...

Parmi les structures proches des Frères musulmans financées par Bruxelles, l'une d'elle a même pris rang de “partenaire” de l'UE, à l'occasion, notamment, de ses

*Une nouvelle étape de l'islamisation de l'Europe a été franchie avec cette nouvelle campagne de l'UE qui montre une petite fille voilée, supprimée depuis sous la pression du RN. ▼*

“Rencontres des jeunes Européens” (European youth event, EYE). Ces “rencontres” à Strasbourg sont sans aucun doute l'un des principaux outils de propagande de l'UE et ont accueilli en octobre 2021, l'association FEMYSO (Forum européen des organisations de jeunesse et d'étudiants musulmans), décrite par Marianne comme « la branche jeune et transnationale de l'Union des organisations islamiques d'Europe (UOIE) » (lire Édito page 3). Son ancien président, Ahmed Jaballah, confiait en 2005 à *L'Express*, qu'elle est « une fusée à deux étages : le premier étage est démocratique, le second mettra en orbite une société islamique »... FEMYSO a manifestement amorcé la construction du second étage de sa stratégie de conquête avec la complicité de l'UE, notamment lors de ces rencontres où elle a pu faire à loisir la promotion de l'Islam, lors des débats, et mettre en avant de nombreuses jeunes femmes voilées au sein de l'Institution. Ayant par ailleurs violemment attaqué la France à la suite de la dissolution du CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France, ayant reçu en 2017 plus de 50 000 euros de subventions de l'UE!), les dirigeants de FEMYSO n'en ont pas moins, outre leur participation aux “festivités” de Strasbourg, été reçus en novembre 2021 par la commissaire européenne à l'égalité, Helena Dalli. Elle déclare d'ailleurs sur son site internet avoir « développé des liens avec le Parlement européen, la Commission européenne, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération



▲ *Le Parlement européen a ouvert ses portes à un fiché S notoire, venu faire la promotion de l'islamisme.*





en Europe (OSCE), les Nations Unies et une foule d'autres organisations importantes aux niveaux européen et international. »

### **L'UE, actrice et complice de l'islamisation de l'Europe**

El-Yess Zareli, alias Elias d'Imzalene, est un activiste salafiste, il a fondé son propre outil islamo-politique « *Islam et Info* ». Le fait qu'il soit également fiché S pour islamisme par le renseignement français, ne lui ferme pas pour autant les portes des Institutions européennes. Ainsi, le 3 mai 2022, ce militant radicalisé a pu tenir une conférence au sein du Parlement européen sur "l'islamophobie" organisée par la Cojep, une association pro-Turquie, aux côtés de Feiza Ben Mohamed, militante pro-Erdogan et ex-membre du CCIF (association dissoute en 2020 pour ses accointances avec l'islam radical). Autre orateur présent : François Burgat, directeur de recherche émérite au CNRS. Marianne lui a consacré un portrait-enquête glaçant en janvier dernier « *Il en est convaincu : un rapprochement entre l'extrême gauche et les islamistes est le plus court chemin vers des jours meilleurs.* ».

▲ *Voile islamique et drapeau européen réunis les 8 et 9 octobre 2021 au parlement de Strasbourg.*

### **Le chiffre**

**44 %**

*C'est, en plus des attentats et attaques violentes, la proportion de jeunes juifs européens disant avoir été victimes d'actes de harcèlement antisémite.*

Ces actes forts de rapprochement vers des figures de proue de la conquête islamiste posés par l'UE restent trop souvent invisibles du grand public. Seules quelques campagnes de pub font couler un peu d'encre et rappellent à quoi l'argent des contribuables européens peut être utilisé. Citons la campagne "La liberté dans le hijab", propagande pro port du voile islamique assumée, signée par le Conseil de l'Europe, ou encore "l'Avenir est entre vos mains", signée par la Commission européenne dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Jean-Paul Garraud s'est vu refuser d'ouvrir le débat sur l'association FEMYSO par le Parlement européen : « *Je suis indigné, qu'ici, dans le temple de la démocratie, on refuse de débattre du financement par la Commission d'associations qui sont en tous points contre la démocratie* ». Comptant parmi les premières victimes de ce soutien de l'UE aux idées islamistes, terreau du terrorisme : les Juifs (lire ci-contre). La Commission vient enfin d'adopter un texte sur la « *lutte contre l'antisémitisme et la promotion de la vie juive* ». Il était temps : en France, depuis 2017, le nombre d'actes antisémites a augmenté de 121 % !

**A. F. ET VICTORIA DE VIGNERAL**



PHOTOS : DUSAN KOSTIC - STOCK.ADOBE.COM / PHOTOSTOCK - STOCK.ADOBE.COM

# Macron face au désespoir des

**PAC.** Les gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais su, pu ou voulu de notre agriculture provoqué par l'UE. Dans le contexte du conflit entre a mis en lumière la dépendance alimentaire de la France, Macron hérite

“ **L** *abourage et pâturage sont les deux mamelles dont la France est alimentée* » disait Sully, surintendant des Finances du roi Henri IV. On en est désormais loin... Pays agricole et quasi-autosuffisant il y a encore peu, la France connaît en effet, dans ce domaine aussi, un terrible déclin. Sa souveraineté alimentaire fortement mise à mal, notre pays en est réduit à importer la majorité des produits que les Français consomment : 60 % des fruits, 40 % des légumes, 50 % des volailles... En 1962, année de l'instauration de la PAC (Politique agricole commune), la France comptait 850 000 exploitations, contre 500 000 en 2010, et seulement 400 000 – moins de la moitié ! – en 2020.

Il a fallu qu'un conflit majeur survienne, entre la Russie et l'Ukraine, pour que la résultante d'un déclin de plusieurs décennies soit mise sous les feux de l'actualité

## Le chiffre

**350**

*C'est, en euros, le revenu mensuel d'un tiers des agriculteurs français ! En 2017, 20 % de la profession a même déclaré un revenu nul. Salaire mensuel moyen des agriculteurs français : 1 250 euros, soit 332 euros de plus seulement que le seuil de pauvreté (918 euros).*

et au centre de toutes les discussions, même celles des plus européistes. Face au risque de pénurie, l'UE se voit contrainte de mettre entre parenthèses son idéologie verte pour doper sa production.

Jusqu'en 1980, notre pays était le deuxième exportateur mondial de produits agricoles ; nous ne sommes plus, aujourd'hui, que le sixième. En cause : l'UE au premier chef, mais aussi la complicité, par faiblesse ou idéologie, de nos dirigeants successifs, dont pas un seul n'est parvenu à inverser la tendance. Emmanuel Macron, qui n'a cessé de se positionner en grand dirigeant européen, n'a pas été plus à la hauteur que ses prédécesseurs. Ce qui ne l'a pas empêché, pour son second mandat, d'ajouter la notion incontournable de souveraineté alimentaire au nom du Ministère de l'Agriculture. Mais l'agriculture française a besoin d'actions concrètes et non de grandes déclarations, tous les indicateurs le



# paysans

enrayer le déclin  
la Russie et l'Ukraine, qui  
d'une nouvelle PAC.

démontrent : faute d'un changement de cap, cette tendance va se poursuivre inexorablement : plus de la moitié des agriculteurs français ont aujourd'hui plus de 50 ans ; en 2026, un sur deux sera en âge de partir à la retraite. Combien parviendront à trouver un repreneur ?

## Plus d'un suicide d'agriculteur par jour

Un dernier chiffre, particulièrement dramatique, témoignant de la désespérance, face à cette crise, de nos paysans sacrifiés : en 2016 (dernière statistique connue), le nombre de suicides parmi les agriculteurs français s'est monté, selon la MSA (Mutualité sociale agricole), à 529 : 44 par mois, plus d'un par jour.

Et ce n'est pas la nouvelle PAC, malgré ses quelques améliorations, qui risque de changer les choses... Si son élaboration a

## Verbatim // Gilles Lebreton



*Sacrifiée par l'ultralibéralisme européen, l'agriculture française doit aujourd'hui se réinventer pour survivre. La nouvelle PAC soulève de nombreux espoirs car elle donne aux États membres la possibilité de décider de leur propre politique agricole, adaptée aux besoins nationaux. C'est maintenant au gouvernement français de répondre à ces difficultés.*

◀ *La souveraineté alimentaire de la France a été sacrifiée sur l'autel de l'UE. Aujourd'hui, les Français importent la majorité des produits qu'ils consomment : 60 % des fruits, 40 % des légumes...*

pris fin le 31 décembre 2020, son entrée en vigueur s'est fait attendre. Les négociations se sont éternisées, puis, la guerre en Ukraine, qu'on surnomme à juste titre "le grenier de l'Europe", est venue rebattre les cartes, affolant les marchés, engendrant des pénuries sur certains produits. Les consommateurs, habitués au confort de l'abondance, ont commencé à en faire la désagréable expérience. Les européens n'ont cessé de se diviser sur ce sujet pourtant phare d'une UE centralisatrice, confirmant les profonds dysfonctionnements existant jusqu'à présent dans la gestion de la PAC. Concernant sa nouvelle mouture, ses deux piliers sont conservés. Le premier concerne l'aide aux agriculteurs distribuée par les États en fonction de leurs surfaces d'exploitation et de leurs volumes de production. Le second pilier, dont les sommes sont redistribuées par les régions, est affecté au développement rural, dans l'optique, par exemple, de la modernisation des exploitations ou de l'aide à l'installation.

Sous la pression, notamment, des élus du Groupe ID, l'UE a cependant concédé davantage de liberté à ses États membres dans sa manière de répartir les budgets au sein de son tissu agricole, mais aussi à travers les plans stratégiques nationaux (PSN), c'est-à-dire les plans d'utilisation des fonds de la PAC, laissant à chaque État membre le soin de définir ses propres besoins. Il s'agit donc, en quelque sorte, d'une révolution, même si elle est à double tranchant. Le PSN français a été approuvé le 31 août 2022 par la Commission européenne. Les agriculteurs, comme chaque citoyen et chaque entreprise, doivent maintenant faire aussi face à l'augmentation des prix de l'énergie, qui semble incontrôlable.

**VICTORIA DE VIGNERAL**

# L'escroquerie écolo mondialiste de la loi Climat

**Une bonne intention ne se transforme pas forcément en action efficace et le Green Deal en est un exemple frappant.** À coups de normes imposées, d'écologie punitive et de contraintes, ce sont les Européens qui souffriront dans leur quotidien et la planète n'en sera pas sauvée pour autant. Le verdissement à outrance, revue de détail.

**G**reen Deal, Green New Deal, Paquet Climat, Fit for 55, Loi européenne sur le Climat : à coups d'étiquettes variées, depuis quelques années, la Commission européenne a imaginé et mis en place l'un des mécanismes les plus dommageables pour les États membres, leur mode de vie et leur économie. L'objectif est pourtant louable : rendre l'UE neutre en carbone d'ici 2050 et freiner l'impact de l'activité humaine sur la planète et ses écosystèmes. Mais comme le nuage de Tchernobyl censé s'arrêter à nos frontières, *a contrario* les dérèglements climatiques ne s'arrêtent pas aux portes de l'Europe. Lorsqu'on sait que les États-Unis consomment annuellement l'équivalent de cinq planètes, que la Chine possède plus de 300 millions de voitures, que vingt-et-une des cent villes les plus polluées au monde se situent en Inde, à quoi peuvent bien servir les appels à la sobriété énergétique, la surveillance pointilleuse portée au recyclage et à l'économie circulaire et la chasse aux voitures à moteur thermique, lancés par la présidente de la Commission européenne ?

Le programme est pourtant ambitieux ; il s'agit de fournir de l'énergie propre et durable, de ne plus émettre d'émissions

carbone, bref de devenir leader mondial de la transition énergétique, de la mobilité durable et d'un système alimentaire juste, sain et respectueux de l'environnement.

Le tout financé par la bagatelle de... 1 000 milliards d'euros sur dix ans.

Ainsi, la Loi européenne sur le climat, adoptée en juin 2021, va définir un cadre juridique comprenant un ensemble de mesures pour baisser jusqu'à 55 % les émissions de CO<sub>2</sub> en 2030, pour finir par une neutralité carbone d'ici 2050. Certains États membres sont d'ores et déjà mis encore plus à contribution ; d'ici 2030, la France se voit attribuer un nouvel objectif de réduction de ses émissions de 47,7 % alors que nous étions censés précédemment ne les diminuer que de 40 %. La fameuse taxonomie verte qui va aussi être mise en place permettra de classer les activités économiques ayant un impact favorable sur l'environnement, selon six critères comme le contrôle de la pollution et la protection et la restauration de la biodiversité. Il s'agit d'aller vers un verdissement des investissements à venir qui concerne États membres, entreprises et acteurs financiers. Qui peut croire naïvement que certaines banques ne se contenteront pas simplement de repeindre leurs investissements avec des arbres et des fleurs, sans pour

## Le projet

### Fit for 55

*Sous ce nom de code se cachent 3 500 pages de textes législatifs multisectoriels sous forme de quinze règlements qui s'imposeront à l'ensemble des États membres !*



autant s'inquiéter un instant de l'impact réel de leurs actions ?

### ► LA COMMISSION VA S'OCCUPER DE VOTRE ASSIETTE JUSQU'À LA GESTION DE VOS DÉCHETS !

Toute l'économie sera touchée, y compris l'agriculture. Les secteurs concernés par ces objectifs de neutralité sont l'industrie avec un durcissement des contraintes pour les plus énergivores, le transport avec un renforcement des normes de pollution pour les bateaux, les avions, les voitures, le transport routier, le bâtiment, poussé à une réduction des quotas d'émission et enfin, le secteur électrique, avec l'abandon des énergies fossiles.

De tous les côtés les idées fusent : celles pouvant partiellement être considérées comme bonnes, comme le mécanisme d'ajustement aux frontières, censé aider nos entreprises, en luttant contre le dumping climatique des produits importés. Mais en y regardant de près, ce n'est pas

▲ *La Commission rêve de recouvrir l'Europe de panneaux solaires et d'éoliennes, qui abîmeront paysages et régions.*

la protection des entreprises européennes face à la concurrence de pays hors UE qui est une priorité mais plutôt la chasse aux industries fortement consommatrices d'énergie carbonée.

Mais aussi les mauvaises idées comme l'augmentation des énergies renouvelables de 40 % d'ici 2030, avec comme horizon hideux de recouvrir nos mers et nos campagnes d'éoliennes qui détruiront définitivement paysages et territoires.

### ► LE FIASCO DE LA FERME À LA TABLE

Garantir une alimentation saine, suffisante et abordable, tout en contribuant à la neutralité climatique de l'Europe, voilà en résumé le projet "Farm to fork", "De la ferme à fourchette", qui semble fort honorable. Ainsi, des mesures devaient être prises pour le bien-être animal, une diminution de 20 % des engrais d'ici 2030, une augmentation de 25 % de la superficie cultivée en agriculture biologique, une meilleure information des consommateurs. Mais la guerre en Ukraine >>

*Il nous faut sortir de l'idéologie écolo et relocaliser nos activités au plus vite*

» a fait voler en éclats ces bonnes résolutions. Soudain, les terres destinées au bio doivent rester cultivables classiquement, pour que nous ne soyons pas dépendants d'approvisionnements étrangers. L'autonomie alimentaire de l'UE n'est soudainement plus aussi certaine, lorsque l'on voit par exemple des ruptures sur des produits de base comme la moutarde ou l'envol des prix des denrées alimentaires. À ces objectifs trop souvent irréalistes que nous dénonçons, il faut

opposer un maintien de la production, des clauses miroirs aux importations (plus de réciprocité dans les accords commerciaux avec les pays hors Union), créer les conditions de renouvellement des générations d'agriculteurs, favoriser l'accessibilité au foncier agricole : l'avenir des zones rurales et de notre agriculture passe par un modèle certes plus raisonné mais sûrement pas par l'idéologie bruxelloise. C'est Gilles Lebreton, membre de la commission Agriculture qui résume le mieux ce programme : *« Il n'y a aucune cohérence entre ces belles annonces et la triste réalité. L'Union européenne continue en effet à multiplier les accords de libre-échange qui tuent notre agriculture en important de la viande et des produits agricoles à bas coût et de piètre qualité. C'est ainsi que l'accord avec le Mexique, qui va faire entrer dans l'Union 20 000 tonnes de bœuf par an, a été finalisé*

## Nos voitures à la poubelle ?

**La persécution continue.** Les automobilistes et leurs véhicules sont la cible tant des faux-écologues que des Khmers verts de la Commission européenne qui veulent rançonner tous ceux souhaitant conserver leur voiture actuelle.

**Q**uand ce ne sont pas les municipalités décrétant que vous devez vous soumettre à une vignette pour entrer dans le centre de votre ville, dans les zones à faibles émissions, c'est la Commission européenne qui est encore plus radicale, et décide unilatéralement d'interdire la commercialisation de véhicules à moteurs thermiques (les voitures particulières et les véhicules utilitaires légers neufs) dès 2035 et d'imposer les véhicules électriques.

Cela tombe mal au moment où les coûts de l'électricité explosent et que le marché automobile de ces voitures connaît une baisse de 6 % du marché des véhicules neufs en juillet 2022, dans plusieurs pays d'Europe. Les aides financières accordées

jusqu'à maintenant pour l'achat de voitures électriques sont des prothèses distribuées par l'État mais chacun sait qu'au final, c'est le contribuable qui payera.

L'impact sur ce secteur est énorme : le président du groupe Renault, Luca de Meo, déclare que la filière automobile européenne pourrait perdre jusqu'à 70 000 postes.

### **Transférer la pollution de nos villes vers les pays en voie de développement**

Certes la Commission prévoit un soutien renforcé à l'innovation sur les moteurs électriques et un accompagnement des industriels et des PME dans cette transition. Mais comme souvent, il s'agit d'un vernis, camouflant un texte législatif très violent,



le 28 avril dernier, en pleine crise du coronavirus ! Dans ce contexte, le programme "De la ferme à la fourchette" risque d'handicaper encore davantage l'agriculture française et européenne en lui imposant de nouvelles contraintes, non compensées financièrement, dont l'agriculture extra-européenne sera dispensée. »

### ► LA LOI CLIMAT, UN PACTE FAUSTIEN AVEC UN DIABLE VERT...

Soulignons enfin que l'environnement, qui était jusqu'à maintenant une compétence partagée de l'Union européenne, devient aux yeux du Parlement européen une compétence quasi exclusive. Les conséquences sur l'économie et nos modes de vie, sous la chandelle de la décroissance, ne sont pas encore connues, puisque les études d'impact sont peu sérieuses et les premières décisions, notamment sur une

diminution de nos usages énergétiques, font craindre le pire dès l'hiver 2022. Dans une économie mondialisée, imposer des freins à la compétitivité européenne est un danger dont nous ne mesurons encore pas l'impact, mais l'on peut d'ores et déjà prédire que ni les États-Unis ni la Chine, ni la Russie ne se mettront de tels boulets aux pieds.

Le Pacte vert pour l'Europe est l'autre nom du pacte faustien signé par le centralisme bruxellois, afin de vendre l'âme de l'Europe entrepreneuriale à l'idéologie de l'écologie politique et mondialiste. Il n'est pas sûr que nous puissions profiter d'un meilleur environnement une fois que nos modes de vie auront été sacrifiés... Il nous faut sortir de l'écologie qui n'est qu'idéologique et notamment relocaliser nos activités au plus vite, c'est une des voies possibles vers une meilleure décarbonation ! **LAURENT HUSSER**

destiné à soutenir les véhicules à zéro émission, c'est-à-dire électriques. Est-ce que le véhicule électrique est vraiment un véhicule "zéro pollution" ? Sûrement pas ! Le véhicule électrique, s'il fait partie d'un ensemble de réponses mises à disposition du consommateur face à la crise environnementale, n'est certainement pas une solution unique. D'abord parce que se concentrer uniquement sur les émissions en sortie de pot d'échappement fait l'impasse sur la pollution issue de tout le processus de fabrication du véhicule, mais surtout, parce que les ressources nécessaires pour la production des batteries sont les métaux rares extraits en Chine, Chili, Bolivie ou Congo, dans des conditions environnementales et humaines désastreuses. Nous savons déjà que la quantité de CO<sub>2</sub> incompressible émise par la fabrication d'une voiture électrique est le double de la quantité de CO<sub>2</sub> incompressible émise par la fabrication d'un véhicule thermique. Pour

*Le bilan écologique et humain des voitures électriques est un désastre et leurs performances sont toujours limitées. ▼*



résumer, l'UE aussi écolo qu'elle veut s'afficher ne fait que reproduire avec cynisme ce qu'elle avait décidé il y a quelques mois, en envoyant des vaccins peu sûrs contre la Covid-19 dont elle ne voulait plus en Afrique. En effet, elle déplace la pollution de nos villes et routes vers ces pays se transformant en décharges de nos déchets électroniques et industriels et en amplifiant la pollution là-bas en y envoyant aussi nos vieux véhicules.

On sait que les propriétaires européens gardent leur véhicule de plus en plus longtemps, pour des raisons de budget et de normes de plus en plus complexes. Mais le législateur européen interprète cela différemment et estime que c'est un argument poussant à mettre plus de véhicules électriques sur le marché et à renforcer les normes d'émissions. Comment feront les propriétaires et patrons modestes ne pouvant s'offrir le dernier modèle électrique à la mode, une fois que les aides se tariront, cela l'Union ne le dit pas... **L. H.**

# De quel peuple Emmanuel Macron se croit-il le président ?

**Nation.** En prônant une “souveraineté européenne”, Macron viole notre Constitution qui n'en reconnaît qu'une seule : la souveraineté française.



Par **Gilles Lebreton**  
Député français RN  
au Parlement européen.

**E**mmanuel Macron a été réélu président de la République, le 24 avril dernier. Cette élection ne lui donne pas le droit de faire n'importe quoi. Elle lui intime au contraire le devoir d'assurer le respect de la Constitution française de 1958. En effet, aux termes de l'article 5 de celle-ci, « *le Président de la République veille au respect de la Constitution* ». Il est hélas nécessaire de le rappeler, car du haut de sa grandeur auto-proclamée Jupiter puis Vulcain semble l'avoir oublié.

*Macron à Bruxelles. Il a su profiter de sa présidence du Conseil de l'UE pour faire avancer son projet impérialiste. ▼*

Dès son discours de la Sorbonne du 26 septembre 2017, il avait annoncé son intention de travailler à « *la refondation d'une Europe souveraine* ». « *Il y a une souveraineté européenne à construire* », avait-il longuement expliqué. Poussant cette logique supranationale jusqu'à son terme, il s'était laissé aller jusqu'à évoquer l'émergence d'un peuple européen dont il fallait selon lui éveiller la conscience d'exister grâce à la création de listes transnationales pour les élections européennes, « *des listes transnationales qui permettront aux Européens de voter pour un projet cohérent et commun* ».

## Abdication programmée de notre indépendance

Emmanuel Macron n'a aucunement renoncé à ces lubies. Bien au contraire, il a su profiter de sa présidence du Conseil de l'UE pour avancer les pions de son projet. La fin des travaux de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, manipulée par les fédéralistes, a relancé l'idée de listes transnationales et ravivé l'ectoplasme du peuple européen. Il n'y a aucune illusion à se faire. E. Macron a clairement rappelé, le 9 décembre dernier, que sa priorité serait de construire une « *Europe pleinement souveraine* ».

Cette déclaration très grave constitue une violation de notre Constitution qui ne reconnaît qu'une seule souveraineté, « *la souveraineté nationale* » (article 3), et qu'un seul souverain, « *le peuple français* » (Préambule). Ces dérives, de plus en plus nombreuses, sont intolérables. Il est de notre devoir de les dénoncer afin de permettre au peuple français, dûment informé, de décider s'il cautionne ou non cette abdication programmée de sa souveraineté. ●



JOHN THYS/AP/SIPA

# Intelligence artificielle, pour la défense de nos libertés !

**Vigilance.** Le potentiel immense du numérique doit être utilisé au service des Européens, de leur prospérité et de leur liberté. Mais cela exige d'importantes garanties.



Par **Jean-Lin Lacapelle**  
Député français RN  
au Parlement européen.

La première Révolution industrielle fut celle de la vapeur, la deuxième celle de l'électricité. Aujourd'hui, la troisième est celle du numérique et de l'intelligence artificielle (I.A.). Elle est sans commune mesure avec les précédentes.

Les législateurs français et européens ont le devoir d'empêcher toutes les dérives que l'émergence de ces technologies causera. Nous avons besoin d'une législation qui trouve un juste milieu entre préservation de la vie privée de nos concitoyens et protection de nos entreprises du numérique. En votre nom et en celui du Groupe ID, je travaille sur ce dossier parlementaire.

Malheureusement, la proposition que la Commission présente en ce moment sur l'I.A., loin de trouver des compromis entre chacun de ces intérêts, leur nuit à tous les deux !

Sur la protection de la vie privée : elle classe certaines utilisations de l'I.A. comme étant à "haut risque", alors qu'elles devraient être tout bonnement interdites. Nous ne pouvons admettre qu'un État puisse utiliser une I.A. capable de déterminer la probabilité pour un individu de commettre une infraction, ou capable d'analyser l'état émotionnel de quelqu'un ! Nous ne pouvons admettre que des entreprises puissent utiliser des I.A. capables d'altérer le comportement des utilisateurs, si tant est qu'elles ne les mettent pas en danger !



SDECORET / ADOBE STOCK

▲ *Sur la protection de la vie privée, la Commission se contente de classer à "haut risque" certaines dispositions de l'I.A. alors qu'il faudrait purement et simplement les interdire.*

Sur la protection des entreprises du numérique : le "bac à sable réglementaire" prévu par le texte va favoriser les géants du numérique, pour la plupart étrangers, seuls capables d'assumer les coûts engendrés par cette procédure, au détriment des nouvelles entreprises européennes !

En outre, et une fois encore, aucune mention concernant l'hébergement des données dans l'Union européenne n'est présente dans le texte, en violation parfaite des promesses du commissaire Breton. Pourtant, s'il existe des I.A. à haut risque, il est évident qu'elles doivent rester physiquement sous notre contrôle ! Qu'arriverait-il si nos rivaux s'emparaient de données aussi sensibles pour nous ?

La science-fiction nous a mis en garde contre un avenir cauchemardesque qu'il nous faut éviter à tout prix. Nous ne pouvons admettre un futur comme celui de *Minority Report* ou *Bienvenue à Gattaca* pour nos enfants. Il y a vingt ans, pour qui regardait ces productions, l'horreur d'une telle société était une évidence. Faisons en sorte que cette horreur ne devienne pas la norme ! ●



# Mon questionnaire de Proust par **Virginie Joron**



► **Mon rêve de bonheur :**

Grand-mère de plein de petits-enfants

► **Quel serait mon plus grand malheur ?**

Perte d'un enfant

► **À part moi-même qui voudrais-je être ?** Un chat

► **Le pays où j'aimerais vivre :**

Le pays des Merveilles

► **La couleur que je préfère :** Blanc

► **La fleur que je préfère :** L'orchidée

► **L'oiseau que je préfère :** Le hibou

► **Mes auteurs favoris en prose :** Arthur Rimbaud

► **Mes poètes préférés :** Kahlil Gibran, La Fontaine

► **Mes héros dans la fiction :**

Le Roi Arthur, Fantomas, Inspecteur Harry

► **Mes héroïnes favorites dans la fiction :**

Pénélope, Sarah Connor

► **Mes compositeurs préférés :** Hans Zimmer,

The Cinematic, Yann Tiersen

► **Mes peintres préférés :**

Raphael, Caravaggio, De Vinci

► **Mes héros dans la vie réelle :**

Les militaires, les pompiers

► **Mes héroïnes préférées dans la vie réelle :**

Les infirmières, Marine Le Pen, Brigitte Bardot

► **Mes héros dans l'histoire :**

Isabelle la Catholique, le général de Gaulle

► **Ce que je déteste le plus :** Les coups bas

► **Le personnage historique que je déteste le plus :**

Ils sont déjà morts, donc pas d'énergie à dépenser pour eux

► **Les faits historiques que je méprise le plus :**

Jeanne d'Arc au bûcher

► **Le fait militaire que j'estime le plus :**

Bataille de Montgisard

► **La réforme que j'estime le plus :**

La parité en politique

► **Le don de la nature que je voudrais avoir :**

Lire dans les pensées

► **Comment j'aimerais mourir :**

Sans douleur et rapidement

► **L'état présent de mon esprit :** Combative

► **La faute qui m'inspire le plus d'indulgence :**

La confiance

► **Ma devise :** « *Errare humanum est, perseverare diabolicum* » (L'erreur est humaine, persévérer dans son erreur est diabolique.)

► **Ma vertu préférée :** L'humilité

► **Le principal trait de mon caractère :** Optimiste

► **La qualité que je préfère chez les hommes :** L'homme

► **La qualité que je préfère chez les femmes :**

Leur capacité à être mère

► **Mon principal défaut :** La franchise

► **Ma principale qualité :** La sincérité

► **Ce que j'apprécie le plus chez mes amis :**

Leur amitié

► **Mon occupation préférée :** Député européen



# Mon questionnaire de Proust par **Philippe Olivier**

- ▶ **Ma vertu préférée :** La droiture
- ▶ **Le principal trait de mon caractère :** Passionné
- ▶ **La qualité que je préfère chez les hommes :**  
La hauteur de vue
- ▶ **La qualité que je préfère chez les femmes :**  
La hauteur de vue
- ▶ **Mon principal défaut :** L'impatience
- ▶ **Ma principale qualité :** La réactivité
- ▶ **Ce que j'apprécie le plus chez mes amis :**  
D'être eux-mêmes
- ▶ **Mon occupation préférée :** La lecture
- ▶ **Mon rêve de bonheur :** Le bonheur des autres
- ▶ **Quel serait mon plus grand malheur ?**  
Ne plus pouvoir combattre
- ▶ **À part moi-même qui voudrais-je être ?**  
L'homme invisible
- ▶ **Le pays où j'aimerais vivre :** La France
- ▶ **La couleur que je préfère :** Bleu marine
- ▶ **La fleur que je préfère :** La rose blanche
- ▶ **L'oiseau que je préfère :** L'ara bleu
- ▶ **Mes auteurs favoris en prose :**  
Céline et Chateaubriand
- ▶ **Mes poètes préférés :**  
Victor Hugo, Musset, Ronsard, Silvestre
- ▶ **Mes héros dans la fiction :** Akim

- ▶ **Mes héroïnes favorites dans la fiction :**  
Sarah Connor (*Terminator*)
- ▶ **Mes compositeurs préférés :** Dire Strait
- ▶ **Mes peintres préférés :** Van Gogh et Hopper
- ▶ **Mes héros dans la vie réelle :**  
Les grands médecins
- ▶ **Mes héroïnes préférées dans la vie réelle :**  
Les femmes dans un milieu d'hommes
- ▶ **Mes héros dans l'histoire :** Les grands soldats
- ▶ **Ce que je déteste le plus :**  
Le puissant qui abuse de son pouvoir
- ▶ **Le personnage historique que je déteste le plus :** Judas
- ▶ **Les faits historiques que je méprise le plus :**  
L'armistice de 1940
- ▶ **Le fait militaire que j'estime le plus :** Verdun
- ▶ **La réforme que j'estime le plus :**  
L'ordonnance de Villers-Cotterêt instaurant le français comme langue officielle (1539)
- ▶ **Le don de la nature que je voudrais avoir :**  
L'oreille absolue
- ▶ **Comment j'aimerais mourir :** Debout
- ▶ **L'état présent de mon esprit :** Combatif
- ▶ **La faute qui m'inspire le plus d'indulgence :**  
L'étourderie
- ▶ **Ma devise :** « *En avant !* »



GROUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE 2019

# La boule à facettes de “l’État de droit”

**Libertés.** Le concept d’État de droit est désormais devenu intouchable. L’avocat strasbourgeois Ghislain Benhessa en trace l’historique, dévoile ses mécanismes juridiques et leur impact sur l’État français.

**L**’essai au style vif et enlevé de Ghislain Benhessa (déjà auteur de *L’État de droit à l’épreuve du terrorisme*, L’Archipel, 2017) s’avère vite indispensable pour retracer l’histoire d’une notion qui occupe désormais de nombreuses discussions juridico-politiques et qui s’est transformée en totem intouchable devant lequel se prosterne désormais la classe médiatico-politique.

Le mot “démocratie” est certes toujours agité à tort et à travers mais celui d’« État de droit » est désormais mis à toutes les sauces journalistiques et politiques les



## Le livre

“*Le totem de l’État de droit*”, de Ghislain Benhessa, Éditions L’Artilleur, 236 pages, 18 euros.

plus frauduleuses. Il est vrai qu’à force de tirer sur l’élastique notion de “Droits de l’Homme”, celle-ci a fini par se distendre et moins servir dans la boîte à outils des progressistes. L’arraisonnement du politique par le droit est au cœur de ce livre, et il est fort bien retracé dans un chapitre conséquent sur la question du contrôle juridictionnel et l’inversion de la hiérarchie gaullienne, France-État-Droit.

## Un totem pour les institutions européennes

Autre pièce essentielle : le lien entre la montée en puissance de cette notion et la construction européenne. À un tel point que ce totem pourrait trôner sur le parvis du Parlement européen à Bruxelles, puisqu’il doit être l’un des mots les plus répétés dans cette institution. La superposition de la Cour de justice de l’Union européenne et de la Cour Européenne des droits de l’Homme, sur les juridictions nationales est un point cardinal, et l’on voit de plus en plus d’États comme la Pologne s’ériger contre.

« *L’Europe s’est attribuée le beau mot d’État de droit pour coiffer son impérialisme feutré d’une guirlande de fleurs, dessinée sur le modèle du “patriotisme constitutionnel” du philosophe Jürgen Habermas. À bas les identités nationales, tenues pour responsables des guerres et des tragédies passées, troquées pour des valeurs universelles et abstraites que personne n’osera contester – sous peine de subir les foudres et d’être couvert d’opprobre.* » écrit Benhessa.

Ghislain Benhessa termine son ouvrage en démontrant encore que l’État, empêché par le droit, se retrouve démuné lorsqu’il s’agit de gérer des questions aussi essentielles que les frontières, la lutte contre l’islamisme et le terrorisme.

Individualisme forcené, destruction des identités collectives d’antan, ce totem de l’État de droit sert désormais plus aux communautés concurrentes qu’à fonder une communauté politique. Il n’y a qu’à voir la nouvelle échelle des libertés, mise en place par un gouvernement acharné à infantiliser les Français et à fliquer leur vie la plus privée. État de droit partout, libertés nulle part ?

**LAURENT HUSSER**

# Quand les extrémistes changent de camp...

**Résistance.** Dans ce *vade-mecum*, Gilles William Goldnadel propose ses arguments pour répondre à la tyrannie bien-pensante de la gauche et de l'extrême gauche. Comment ? En retournant ses armes contre elles.

**O**n ne présente plus l'auteur de ce livre, le très médiatique avocat et essayiste Gilles William Goldnadel, qui décrypte notamment chaque semaine l'actualité pour *FigaroVox*. Son dernier livre se présente sous la forme d'un *vade-mecum* pour lutter contre une extrême gauche qui se veut détentrice de la Vérité.

« Dans le cadre quasi psychiatrique de notre société en folie, nous vivons (...) dans un camp de rééducation morale permanent, écrit-il. Ces gardiens vigilants sont des journaux, des télévisions publiques et privées, des artistes à la mode... Ils relisent même notre écriture dans laquelle ils prétendent inclure. »

Se servant des armes de l'extrême gauche, l'auteur les retourne contre elle. Et s'il emploie le mot "fascisme", c'est en en donnant, pour mieux l'en affubler, la définition que cette extrême gauche lui attribue pour discréditer ses adversaires : détestation de la liberté, racisme, antisémitisme, usage de la violence comme argument...

Vidé de son sens historique et martelé par ceux qu'il désigne comme nos adversaires, ce mot de fascisme possède à lui seul, rappelle-t-il, le pouvoir de clore tous les débats sans avancer d'arguments concrets. La gauche ayant perdu le combat des idées se bat désormais sur celui de la pseudo "morale". C'est ainsi sous sa pression que l'Assemblée nationale a voté en

## Le livre

*"Manuel de résistance au fascisme d'extrême gauche", de Gilles William Goldnadel, Nouvelles Éditions de Passy, 112 pages, 10 euros.*

GILLES WILLIAM GOLDNADEL

Manuel de résistance  
*au fascisme*  
**d'EXTRÊME-GAUCHE**



2018 la suppression du mot "race" de la Constitution... tout en tenant, dans le même temps, un discours obsédé par cette notion de "race".

La même bien-pensance qui brandissait l'étendard de la liberté d'expression pour les minorités interdit désormais les conférences d'Alain Finkielkraut, annule à la Sorbonne la représentation des Suppliantes d'Eschyle accusée de "black face" (elle finira par se jouer), ou une conférence sur Napoléon, dont il ne serait plus "opportun" de parler dans le contexte actuel... Mais cette gauche reste dans le même temps silencieuse quand un marché de Noël interdit aux blancs se tient au cœur de Paris...

« N'oubliez jamais, prévient Goldnadel : l'adversaire avec ses théories raciales fait montre désormais d'une invraisemblable et méchante bêtise. »

Sous-titré « *Les fachos ont changé de côté* », son livre est donc une arme contre le conformisme de la gauche, s'inscrivant dans la nécessaire bataille culturelle pour la survie de notre identité et de notre sécurité. Le célèbre avocat nous exhorte à « *aimer notre pays massivement envahi* » et à défendre notre civilisation en se servant des propres armes de la gauche. Brillant et salutaire.

C. V.



IDENTITÉ  
ET DÉMOCRATIE



**NOUVEAU SITE** DE LA DÉLÉGATION  
**RASSEMBLEMENT NATIONAL**  
DU GROUPE IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

**IDÉCRYPTE.EU**



**Je m'informe | J'agis | Je signe**